

le 11 juin 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

Blocage des négociations conventionnelles des sages-femmes

Malgré plusieurs réunions ces dernières semaines, la situation est au point mort !

L'UNCAM refuse de revoir l'enveloppe initiale de 6m5 qui ne représenterait qu'une légère augmentation (10 cts sur la lettre clé bloquée depuis 2002 !)

Nous avons pris 10 ans de retard et l'UNCAM nous propose quelques centimes de revalorisation!

Les sages-femmes libérales ont le revenu annuel le plus bas de toutes les professions de santé y compris les auxiliaires médicaux, alors qu'il s'agit d'une des trois professions médicales à hautes responsabilités et compétences.

La revalorisation des actes cotés en CG, C et SF a une incidence directe sur la création ou le maintien de postes dans les établissements hospitaliers

- Accepter que les cotations des principaux actes pratiqués par les sages-femmes n'aient pas été revalorisées depuis 2002, ce qui engendre en plus une baisse du revenu et met en péril l'exercice libéral de la profession n'est plus acceptable !
- Assurer des consultations médicales, obstétricale ou gynécologique, avec le même contenu et responsabilité que le médecin et ce pour 19€ ou 17€ n'est plus acceptable !
- Que les actes sages-femmes ne soient pas cotés dans les hôpitaux car moins rémunérateurs que l'acte « médecin » n'est plus acceptable !

Seule une décision politique pourra débloquer la situation!

L'ONSSF appelle à la grève et à une manifestation nationale à Paris

le 18 juin 2010

Toute femme lors de sa grossesse, de son accouchement et de la période postnatale a besoin et rencontre une sage-femme sur son parcours, pourtant la profession reste invisible au niveau politique et au niveau des médias.

En l'absence de toute prise en compte politique de la situation, et afin de préserver et de défendre une prise en charge optimale de chaque femme, de chaque futur parent, de chaque nouveau-né : la profession n'a pas d'autre recours que de se faire entendre dans la rue.

La qualité de la périnatalité est directement menacée.

RENDEZ-VOUS place de la République à 10h30